INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 31 mai 2022**

* Les marchés européens ont reculé sur fond de dégradation de la situation macroéconomique. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,43% à 6 468,80 points et l’EuroStoxx50 a perdu 1,48% à 3 784,82 points. La tendance était légèrement moins négative à Wall Street, qui a rouvert après un week-end de trois jours. Vers 17h30, le Dow Jones perd 0,72%.
* L'inflation a atteint un niveau record en mai en zone euro. Elle est estimée à 8,1% en rythme annuel, contre 7,4% en avril, selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. L'inflation était attendu à 7,7% par le consensus Reuters.
* L'inflation n'a en outre peut être pas atteint son pic du fait de la hausse continue du pétrole. Le Brent a gagné 2,08% à 124,25 dollars à la suite de la décision du Vieux Continent de mettre fin aux importations de pétrole russe à 90% d'ici la fin de l'année.
* Dans ce contexte, la Banque centrale européenne est sous pression pour adopter une politique monétaire restrictive plus énergique. Au risque de peser sur une économie déjà affaiblie par l'inflation, qui rogne le pouvoir d'achat des ménages.
* L'économie hexagonale s'est ainsi contractée de 0,2% au premier trimestre alors qu'une stabilité avait initialement été annoncée, a indiqué l'Insee. Ce recul est lié à la faiblesse de la consommation des ménages, qui a reculé de 1,5 % après une augmentation de 0,3 % quatrième trimestre.
* Trois statistiques économiques françaises ont été publiées ce matin et elles pointent unanimement en direction d’une dégradation de la conjoncture française. L’économie hexagonale s’est ainsi contractée de 0,2% au premier trimestre alors qu’une stabilité avait initialement été annoncée, a indiqué l’Insee. L’institut de statistique a en outre abaissé de 0,2 point à 6,8% la progression du PIB l’année dernière.

Cette double mauvaise nouvelle engendre une révision marquée de l'acquis de croissance pour 2022, c'est-à-dire l'évolution du PIB cette année si l'économie restait stable au cours des prochains trimestres. Cet acquis s'élève désormais à l'issue du premier trimestre à 1,9 %, contre 2,4 % lors de l'estimation précédente.

Or les perspectives de la France ne sont pas bonnes. Confrontés à une forte inflation, les Français réduisent leur consommation de biens. Elle a diminué de 0,4% en avril après -1,4 % en mars (chiffre révisé de -1,3%). Les économistes tablaient sur +0,8%.

Et l'inflation ne cesse d'accélérer. Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisé augmente de 5,8 % en mai, après +5,4 % en avril, selon une estimation provisoire. L'inflation était attendue à 5,6% par les économistes. " Cette hausse de l'inflation serait due à une accélération des prix de l'énergie, des services, de l'alimentation et des produits manufacturés ", explique l'Insee.

Ce chiffre et ceux des inflations espagnole et allemande dévoilées hier, également plus fortes que prévu, mettent la pression sur la Banque centrale européenne pour qu'elle resserre sa politique monétaire. D'autant plus que dans le même temps, le pétrole ne cesse de monter. Le Brent gagne 1,51% à 123,56 dollars à la suite de la décision de l'Europe de mettre fin aux importations de pétrole russe à 90% d'ici la fin de l'année.

" Les derniers chiffres d'inflation de mai, en France et dans les autres pays, confirment une hausse que nous prévoyions, et la nécessité d'une normalisation monétaire progressive mais résolue. Nous devrions la décider lors de notre Conseil des gouverneurs la semaine prochaine " a ainsi déclaré le président de Banque de France, François Villeroy de Galhau, dans un discours devant l'ACPR, l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance.

Du fait de cette perspective, les rendements des taux longs se tendent. Le taux du 10 ans allemand, qui sert de référence en Europe, est monté jusqu'à 1,09% ce matin. Pour leur part, les Bourses européennes accusent le coup, le CAC 40 perd 0,52% et le Dax 40, 0,48%.

* Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 8,1% en mai 2022, contre 7,4% en avril selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Il était attendu à 7,7% par le consensus Reuters. L’inflation plus forte que prévu en Allemagne, Espagne et France ne laissait guère de doutes que ce chiffre serait supérieur aux attentes.

S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'énergie devrait connaître le taux annuel le plus élevé en mai (39,2%, comparé à 37,5% en avril), suivie de l'alimentation, alcool & tabac (7,5%, comparé à 6,3% en avril), des biens industriels hors énergie (4,2%, comparé à 3,8% en avril) et des services (3,5%, comparé à 3,3% en avril).

* En fin d'après-midi, le cours du baril de WTI américain gagne 2,7% à 118,2 dollars après avoir atteint 119,98 dollars, soit son plus haut niveau depuis début mars. L'or noir est soutenu par la décision de l'Union européenne de se priver quasi exclusivement de pétrole russe. Le pétrole est également soutenu par le déconfinement de la Chine et des indicateurs économiques américains meilleurs que prévu.
* La Banque centrale de Hongrie (MNB) a décidé ce mardi de procéder à un nouveau tour de vis monétaire. L’institution a ainsi relevé son principal taux directeur de 50 points de base pour le porter à 5,90%. La MNB cherche ainsi à contenir l’inflation, qui a atteint 9,5% en avril 2022 sur un an. L'institution s’attend à ce qu’elle accélère encore durant les prochains mois. Dans ce contexte, la MNB entend poursuivre graduellement son cycle de resserrement monétaire. En fin d'après-midi, le forint hongrois s’effrite de 0,14% à 395,92 forints pour 1 euro.

**SOCIETES**

* Les mauvaises nouvelles économiques ont pénalisé les valeurs cycliques. La hausse des taux alimentée par les anticipations d'une BCE plus agressive a exercé une pression sur les valeurs technologiques : Capgemini, Dassault Systèmes…
* En revanche, les valeurs liées à l'énergie, notamment TotalEnergies, CGG et GTT, ont été recherchées.
* Derichebourg a reculé de 3,67% à 7,49 euros tandis qu'Elior a cédé 1,14% à 2,78 euros. Le spécialiste du recyclage accroît, légèrement, la pression sur le groupe de restauration collective. Le 19 mai, à la surprise générale, le groupe familial, qui détenait 4,9% d'Elior, avait annoncé un accord avec les fondateurs en vue d'en contrôler 19,6%. Selon Derichebourg, cette montée au capital s'inscrit dans une logique de long terme. Le groupe soutient la stratégie d'Elior et, s'il compte demander deux sièges au conseil, le scénario d'une OPA est écarté. Hier soir, rebelote.

Dans une déclaration transmise à l'AMF, Derichebourg révèle désormais détenir 20,57% du capital et des droits de vote.

Le groupe a confirmé son intention d'augmenter sa participation "en fonction des conditions et des opportunités de marché sans toutefois atteindre 30% du capital ou des droits de vote.

Les intentions de Derichebourg suscitent des doutes sur le marché. Certains analystes se demandent ce qu'il vient faire dans cette galère. Elior a accusé une perte semestrielle de 266 millions d'euros, multipliée par 5 en un an. L'opérateur de cantines d'entreprises est pris en tenaille entre la hausse des coûts et une demande affaiblie notamment par l'installation d'une dose de télétravail dans le monde de l'entreprise.

Dans une note publiée le 20 mai, Stifel a peut-être livré un élément de réponse. Si le broker a bien accueilli les perspectives à moyen terme dévoilées par Elior dans le sillage de sa publication semestrielle, le broker estime que la gouvernance est son point faible. La nomination prochaine d'un nouveau directeur général ne réglera pas non plus tous les problèmes, estime le courtier.

Peut-être Derichebourg a-t-il une nouvelle stratégie à proposer ?

* Malgré la pression exercée par l’inflation sur la Banque centrale européenne pour qu’elle adopte une politique monétaire restrictive plus énergique, ce qui se traduit par une hausse des taux longs en Europe, le secteur bancaire recule. En effet, s’il est généralement corrélé positivement avec les taux, une telle action de la BCE dégraderait les perspectives économiques du Vieux Continent. Or, le secteur bancaire est aussi cyclique. A Paris, l’action BNP Paribas a reculé de 2,19% à 53,11 euros.

La banque française a lancé en 2022 " Growth, Technology, Sustainability 2025 ", un plan ambitieux de croissance visant à poursuivre le développement du groupe en renforçant au cœur de sa stratégie la technologie et la transition écologique au service de ses clients, de l'économie et de la société.

Cette année, pour accompagner la mise en œuvre de ce plan, la banque prévoit de recruter en France 7 000 collaborateurs, notamment dans les métiers de commerce au service des clients particuliers et entreprises, de l'IT (data, cloud, cybersécurité, etc.) ainsi que des fonctions supports et de contrôle (audit, conformité, risques, etc.).

Le groupe souhaite ainsi accueillir plus de 3 000 nouveaux collaborateurs en CDI, parmi lesquels 2 000 jeunes diplômés, 2 000 alternants, 1 500 stagiaires et 300 VIE partout en France.

* Sur une place parisienne dans le rouge, Pierre et Vacances a grimpé de 6,46% à 7,09 euros par action, s'offrant ainsi la plus forte hausse du SRD. L’horizon se dégage pour le spécialiste des villages de vacances et des résidences de tourisme, qui a relevé ses perspectives pour son exercice 2021-2022 (clos fin septembre). Le groupe vise désormais un Ebitda ajusté de 96 millions d’euros (contre 83 millions d’euros jusque-là) et une situation de trésorerie de 451 millions d’euros (contre 438 millions d’euros auparavant).

Pour sa part, le chiffre d'affaires des activités touristiques est toujours attendu en croissance de près de 7% par rapport au chiffre d'affaires réalisé en 2019.

Ces perspectives ont été communiquées à l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2021-2022 (octobre-mars). Ces derniers sont en nette amélioration par rapport au premier semestre 2020-2021 (qui avait été impacté par la crise sanitaire) et s'avèrent supérieurs à ceux d'avant-crise.

Lors du premier semestre de son exercice en cours, le spécialiste des villages de vacances et des résidences de tourisme a essuyé une perte nette (part du groupe) de 92,6 millions d'euros, à comparer avec une perte nette de 342,2 millions d'euros un an plus tôt.

* La FDA a accepté d'accorder un examen prioritaire à la demande supplémentaire de licence de produit biologique (supplemental Biologics License Application, sBLA) relative à Dupixent (dupilumab) pour le traitement du prurigo nodulaire de l'adulte. Le prurigo nodulaire est une maladie chronique et inflammatoire de la peau qui provoque d'intenses démangeaisons et des lésions cutanées. LA FDA devrait rendre sa décision le 30 septembre 2022.

La demande de licence de produit biologique est fondée sur les données de deux essais pivots de phase III ayant évalué l'efficacité et la sécurité de Dupixent chez des patients de 18 ans et plus présentant un prurigo nodulaire non contrôlé.

Les deux essais ont atteint leurs critères d'évaluation primaires et secondaires et montré que Dupixent améliore significativement les signes et symptômes de la maladie, comparativement à un placebo, et qu'il a permis en particulier de réduire les démangeaisons et les lésions cutanées.

Les résultats de sécurité des deux essais ont été globalement conformes au profil de tolérance connu de Dupixent dans le traitement de la dermatite atopique. Les événements indésirables les plus fréquents observés chez les patients traités par Dupixent ont été les conjonctivites.

La FDA accorde un examen prioritaire aux médicaments qui ont le potentiel d'améliorer significativement le diagnostic, le traitement ou la prévention de maladies graves.

Des soumissions réglementaires ailleurs dans le monde sont également prévues en 2022.

* Credit Suisse a perdu 5,13% à 6,73 francs suisses. La banque suisse commencerait à étudier les possibilités de renforcer son capital, affirme Reuters citant des sources proches du dossier, alors qu'elle a été fragilisée par d'importantes pertes ces dernières années. Credit Suisse a été empêtrée dans plusieurs affaires : démission du président pour avoir enfreint des règles de quarantaine liées à la pandémie, lourde perte liée à la faillite du hedge fund américain, Archegos, Greensill Capital… La banque suisse a démenti les informations de Reuters.

Credit Suisse pourrait lever plus de 1 milliard de francs suisses et envisagerait de vendre des titres à certains de ses principaux actionnaires. La banque helvétique n'a cependant pas exclu de faire appel à l'ensemble de ses actionnaires. L'agence de presse évoque également comme piste, la cession de l'activité de gestion d'actifs.

Réagissant à ces informations, Credit Suisse a déclaré qu'il n'envisageait " pas actuellement de lever des fonds propres supplémentaires ". " Le groupe est solidement capitalisé avec un ratio CET1 de 13,8% et un ratio de levier CET1 de 4,3%. La gestion d'actifs est un élément essentiel de notre stratégie de groupe présentée en novembre dernier, avec quatre divisions principales ".

**ANALYSES**

* Voilà qui n'arrange guère les affaires de l'exécutif, en pleins préparatifs du collectif budgétaire sur le pouvoir d'achat. L'inflation a atteint 5,2 % sur un an en mai, selon l'estimation provisoire publiée mardi par l'Insee. Un nouveau plus haut depuis 1985 après une hausse de prix de 4,8% en avril. Ce mauvais chiffre était attendu par l'institut.

Alors qu'elle est depuis des mois la préoccupation majeure des Français, l'inflation continue donc sa progression, toujours portée par la flambée des cours de l'énergie (+28 % sur douze mois) attisée par le conflit ukrainien. Mais, désormais, tout augmente : les prix alimentaires bondissent de 4,2 % et, cette fois, plus que les produits frais (+1,5 %) ce sont les autres produits qui s'envolent (+4,6 %). Les prix des services (+3,2 %) et des biens manufacturés (+2,9 %) sont à leur tour pris dans le tourbillon des hausses.

Sur un mois, les prix à la consommation accélèrent eux aussi, en hausse de 0,6 % après +0,4 % en avril, tirés par le rebond des prix des produits pétroliers tandis que la hausse semble s'assagir dans l'alimentation, les services et les biens manufacturés en mai.

Comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, la croissance est aussi en berne : l'Insee a revu à la baisse ses estimations pour le premier trimestre 2022 et pour l'an dernier. In fine, l’activité s'est contractée de 0,2 % entre janvier et mars après un rebond révisé à 6,8 % en 2021 (au lieu de 7 %). La France est ainsi entrée dans une nouvelle période de turbulences alors que son PIB demeurait inférieur de 1,5 % à son niveau moyen de 2019.

A fin mars, l'acquis de croissance pour 2022 n'est plus que de 1,9 % au lieu des 2,4 % anticipés précédemment. Alors que tour à tour toutes les institutions ont revu à la baisse leurs prévisions pour cette année, le ralentissement de l'économie française s'annonce donc plus sévère qu'attendu. « Compte tenu des diverses révisions à la baisse, nous tablons désormais sur une croissance de 2,1 % pour l'ensemble de l'année, contre 2,7 % précédemment », indique par exemple Charlotte de Montpellier, économiste chez ING France.

« Ces révisions ne changent pas la vision globale, tempère Sylvain Bersinger, économiste chez Asterès. Elles confirment l'absence de dynamique de l'économie française liée au contexte géopolitique. Mais on reste dans un scénario de stagnation, pas de récession. »

L'inflation, en revanche, est en train de devenir un « phénomène plus structurel qu'une flambée passagère des prix de l'énergie », analyse l'expert. L'Insee s'attend d'ailleurs à une nouvelle progression en juin, à 5,4 %.

Les hausses de prix rognent désormais le pouvoir d'achat des Français : celui-ci a fortement baissé au premier trimestre, la perte étant estimée à 1,9 point par unité de consommation (dont 1 point par contrecoup de la perte de l'indemnité inflation versée fin 2021-début 2022 qui a été intégrée en totalité dans les revenus de 2021). La consommation, premier moteur de la croissance tricolore, en fait les frais : celle-ci a reculé de 1,4 % sur les trois premiers mois de l'année et a encore chuté de 0,4 % en avril, les ménages ayant notamment réduit leurs achats alimentaires.

Pour préserver le porte-monnaie des Français, l'exécutif promet de nouvelles mesures : le prolongement du bouclier tarifaire sur l'énergie, un nouveau dispositif sur le prix de l'essence pour les gros rouleurs, le triplement de la prime Macron, la suppression de la redevance audiovisuelle, un chèque alimentaire, le dégel du point d'indice des fonctionnaires ou encore la revalorisation anticipée des retraites et des minima sociaux pour tenir compte de l'inflation.

Le projet de loi sur le pouvoir d'achat doit être présenté le 29 juin puis sera soumis au Parlement « dans la foulée », a précisé au « Parisien » la porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire, sachant qu'une communication sera faite en Conseil des ministres avant les législatives (a priori le 8 juin). Avec sans doute des arbitrages à la clé.

La publication de l'Insee a également fait réagir le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau : « Les derniers chiffres d'inflation de mai, en France et dans les autres pays, confirment une hausse que nous prévoyions et la nécessité d'une normalisation monétaire progressive mais résolue. Nous devrions la décider lors de notre Conseil des gouverneurs la semaine prochaine, dans l'esprit des interventions récentes de la présidente de la BCE », a-t-il prévenu. En clair, les taux d'intérêt vont remonter, ce qui ne manquera de peser sur l'activité.

**L’AGENDA DU 1er juin 2022**

**9h50 en France**

Nouvelle estimation de l'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en mai

**9h55 en Allemagne**

Nouvelle estimation de l'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en mai

**10h00 en zone euro**

Nouvelle estimation de l'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en mai

**11h00 en zone euro**

Taux de chômage en mai

**15h45 aux Etats-Unis**

Nouvelle estimation de l'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en mai

**16h00 aux Etats-Unis**

Dépenses de construction en avril

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers